



HAL
open science

São Gabriel da Cachoeira, capitale du haut Rio Negro

Ludivine Eloy, François-Michel Le Tourneau, Hervé Théry

► **To cite this version:**

Ludivine Eloy, François-Michel Le Tourneau, Hervé Théry. São Gabriel da Cachoeira, capitale du haut Rio Negro. *Cybergeo: Revue européenne de géographie / European journal of geography*, 2005, 304, pp.1-25. 10.4000/cybergeo.3238 . halshs-00007052

HAL Id: halshs-00007052

<https://shs.hal.science/halshs-00007052>

Submitted on 4 Jun 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cybergegeo

Espace, Société, Territoire

Ludivine ELOY, Hervé THÉRY et François-Michel Le
TOURNEAU

Une ville dans la forêt : São Gabriel da Cachoeira, capitale isolée du haut Rio Negro

A city in the rainforest : São Gabriel da Cachoeira, the
isolated capital city of the Upper Rio Negro

article 304

RÉSUMÉ/ABSTRACT

São Gabriel da Cachoeira est la ville principale de la région du haut Rio Negro, située à l'extrême Nord-Ouest du Brésil. Seule agglomération de poids dans le haut bassin de ce fleuve, zone de très faible densité démographique, elle est la « métropole » de référence d'une immense région de plus de 200 000 km² malgré sa taille de guère plus 13 000 habitants. Le présent article examine le système régional du cours supérieur du Rio Negro, très singulier dans le « modèle » brésilien, et la place de São Gabriel, qui y tient le rôle de capitale régionale.

Sa fondation, à la fin du XVIII^e siècle, est tardive, remontant à plus d'un siècle après les premières incursions portugaises dans le Haut Rio Negro. Presque totalement inactive pendant le siècle suivant, elle ne voit son développement commencer réellement qu'avec l'arrivée des missionnaires salésiens au début du XX^e siècle. Centre de leur effort missionnaire, la ville devient peu à peu la référence de l'ensemble de la région de la « tête de chien », appellation utilisée au Brésil pour désigner le Nord-Ouest de l'Amazonie en raison du dessin configuré par ses frontières. Plus tard, le pouvoir central brésilien, préoccupé de la vacuité de ses frontières, reprendra établira un système similaire à celui des salésiens, fondé sur des postes avancés le long des grands fleuves et sur un point d'appui principal à São Gabriel, devenue au fil des années ville de garnison. Seul point d'entrée possible pour tout le bassin du cours supérieur du Rio Negro, la ville est également le point de passage obligé de tout le commerce de la région.

Mais São Gabriel est aussi la seule enclave dans une province entièrement peuplée de populations d'origine amérindienne et aujourd'hui classée pour la plus grande partie de sa surface sous le statut protecteur de Terre Indigène. A ce titre, elle est devenu le centre à partir duquel quelques ONGs de grande taille, recevant des financements brésiliens et internationaux, mettent en oeuvre des programmes économiques et sociaux alternatifs.

La dynamique actuelle de la ville est celle d'une croissance rapide, bien que mesurée si l'on prend en compte la faiblesse des effectifs humains et des surfaces impliquée. Surtout, São Gabriel semble croître sans promouvoir autour d'elle de déforestation et les populations qui s'y installent conservent des liens avec leurs régions d'origine. Elle demeure donc authentiquement une ville de la forêt autant qu'elle est une ville dans la forêt.

São Gabriel da Cachoeira is the main city of the Upper Rio Negro, in the Far North-West of Brazil. Being the only "big" city of a vast and scarcely populated region of more than 200 000 km², the town can be considered as its metropolis, even if it counts only little more than 13 000 inhabitants. This paper analyses the regional system or the upper basin of the Rio Negro, very peculiar as compared to other brazilian regions, and the city's role as a regional capital city.

The foundation of São Gabriel occurred in the late XVIIIth century, about a century after the first Portuguese entered the region. It remained mostly atone during one more century, before the arrival of the salesian missionaries in the early XXth. Those made of it the center of their activity, which, in turn, made of São Gabriel a urban reference for the whole "dog's head" (as the brazilian design that part of their territory whose border roughly sketches a dog's head) region. During the second part of the XXth century, the federal government of Brazil will reinforce its presence in the area, as a part o a strategy aimed at strengthening its controle over distant regions. Its action will follow the salesian model, implanting distant outposts along the principal rivers and using São Gabriel as a central base for its activities. Thus, the city progressively sees a reinforced presence of armed forces, as well as of other federal agencies. But it is also the only access to a vast region that outlies the brazilian border, and as

such it benefits itself of all the regional commercial activity.

More recently, it has been stressed that São Gabriel lies in a region where population is in its majority formed by descendant of amerindians, and is located in a little enclave within large Indian lands, motivating big NGOs, financed locally and internationally, to install there centers of operations and to develop alternative socio-economical programs.

The recent dynamics of the city points out rapid growth, even if it remains modest if one take into account the modestness of the population involved and the smallness of the urbanized area. In a most original way within Brazil, it seems to grow without promoting a wide deforestation and the newly installed populations retain strong ties with their original community. São Gabriel thus appears not only to be a city within the forest, but most profoundly a true rainforest city.

PLAN

Le système régional du haut Rio Negro

Le Haut Rio Negro jusqu'aux années 1970 : abandon, prédation et missions

Les nouvelles dynamiques des années 1980-90

Réseaux et points nodaux

São Gabriel, point nodal du système

La genèse du système centré sur São Gabriel da Cachoeira

Statut et fonctions urbaines de São Gabriel

Un centre commercial pour les populations d'amont

L'ultime relais pour l'administration du territoire

Un poste de surveillance du territoire

Un système officiel dépassé par la réalité

Les activités illicites

Une gestion sociale déléguée

La nécessité de nouveaux avant-postes ?

La croissance « urbaine » de São Gabriel

Une croissance urbaine manifeste

Migrations, mobilités, multilocalité et pluriactivité : un continuum rural-urbain

Une ville dans la forêt

Transformation et résistance des systèmes de production sur abattis-brûlis

Zone déprimée, ultime réserve ou modèle de développement alternatif ?

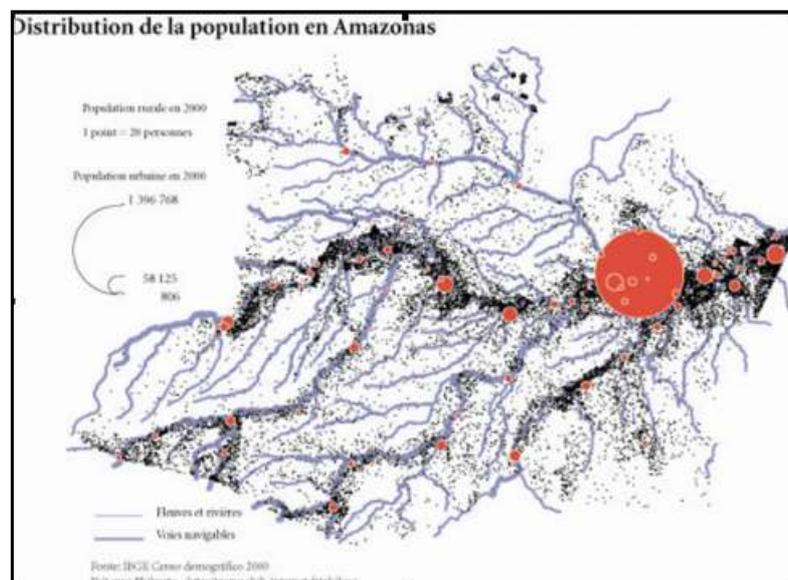
TEXTE

- 1 São Gabriel da Cachoeira, malgré la faiblesse de sa population d'environ 13 000 âmes, est la ville principale du Haut Rio Negro, contrôlant un bassin transfrontalier de plusieurs centaines de milliers de kilomètres carrés, dont l'environnement est presque entièrement préservé et où domine la population amérindienne. Longtemps en marge des dynamiques affectant le reste des pays concernés, en particulier le Brésil, ce vaste ensemble semble aujourd'hui osciller entre la modernité représentée par la préservation – souvent appuyée par des grandes ONGs internationales - d'un mode de vie réputé peu destructeur de la nature et la pesanteur d'un passé d'abandon, manifeste à la lecture des indices de développement – parmi les plus bas du Brésil – de la commune de São Gabriel.
- 2 La ville elle-même se caractérise par plusieurs paradoxes : classique ville amazonienne du fleuve (il en reste de moins en moins) c'est aussi une ville de la forêt, une ville amérindienne et une ville agricole, tous qualificatifs qui semblent incompatibles avec le substantif. Elle mérite donc un examen attentif, qui permettra de comprendre comment le fonctionnement très particulier de la région et de la ville explique ces paradoxes apparents.
- 3 Pour répondre à ces questions, on examinera d'abord le fonctionnement de la région du haut Rio Negro, en tentant de dégager les éléments - genèse, fonctionnement et points nodaux - qui permettent de parler d'un véritable système régional, c'est à dire d'un ensemble structuré de relations entre les composantes de cet espace qui le singularisent par rapport à ses voisins. Nous nous attacherons ensuite aux fonctions urbaines de São Gabriel, qui joue le rôle de centre commercial pour les populations d'amont (au Brésil et au-delà), de siège des administrations et de base pour la surveillance du territoire, même si le

système officiel est quelque peu dépassé par une réalité mouvante. Enfin on analysera la situation locale, pour analyser de plus près la croissance « urbaine » de São Gabriel da Cachoeira, « ville » qui tisse avec sa « campagne » des relations singulières.

Le système régional du haut Rio Negro

- 4 La région du Haut Rio Negro, qui s'étend, au-delà du Brésil, dans les régions limitrophes de Colombie et du Venezuela, constitue un ensemble écologique partageant de nombreuses caractéristiques communes : les eaux de la plus grande partie des fleuves sont « noires », acides et pauvres en nutriments, les sols sont lessivés et en général très pauvres, la faune aquatique est peu abondante. Les bords des fleuves sont couverts par une forêt dense, dite de terre ferme (c'est-à-dire non inondable), sur des sols sablo-argileux, acides et oligotrophes, tandis que l'intérieur présente des enclaves de *caatinga*, une forêt plus basse et plus ouverte. Elle se forme sur des sols sableux blancs (podzols) et est impropre à la culture du manioc. Il n'est donc pas très étonnant que le Rio Negro soit le bassin le moins peuplé de l'État d'Amazonas.



Carte 1 : Population par points+villes

- 5 Les peuples amérindiens qui occupent cet ensemble depuis des millénaires **1** ont développé des formes sophistiquées d'adaptation à un environnement parmi les plus pauvres de toute l'Amazonie, sans le dégrader, en jouant sur les complémentarités entre les écosystèmes et en pratiquant des échanges entre communautés : le troc des produits de l'artisanat spécialisé se combine avec les échanges matrimoniaux pour diffuser produits et savoir-faire dans la région ; les abattis de petites surfaces de forêt permettent la culture du manioc dans la forêt de terre ferme, alors que les *caatingas* sont parcourues pour en tirer des fibres et des pailles, et que les zones d'*igapó* (forêt inondée) donnent poissons et lianes. Le manioc, dont la culture et le traitement est principalement de la responsabilité des femmes, représente sous ses diverses formes **2** 80 à 95 % de la consommation quotidienne de calories. Les hommes chassent, pêchent, fabriquent les objets de vannerie et aident aux travaux lourds de la culture du manioc (défrichage, transport des récoltes).
- 6 Par rapport à ce système, mis en place avant l'arrivée des Européens, le système territorial du Haut Rio Negro que l'on peut décrire aujourd'hui a été marqué par un dépeuplement brutal et prolongé, qui a laissé des marques durables. La reprise en main s'est faite autour de quelques points stratégiques qui sont devenus les nœuds d'un système réticulaire centré sur São Gabriel da Cachoeira.

- 10 Au début des années 1970, la dictature militaire au pouvoir au Brésil s'employa à « moderniser » l'Amazonie par le biais de grands projets, dont le plus connu est celui de la transamazonienne. Inclus dans une vision stratégique, dans laquelle le territoire brésilien courrait le risque d'être démembré s'il n'était pas ostensiblement et uniformément peuplé, ces projets prenaient tout particulièrement en compte les frontières amazoniennes. Celles-ci devaient être « intégrées » par le biais d'une route « périphérique », longeant les frontières du Nord et reliant la côte atlantique à l'Acre, et de l'installation, le long de cette route, de colons venus du Nordeste du pays. Gigantesque dans sa conception, ce projet avorta finalement, mais non sans que quelques tronçons de route ne soient construits, notamment dans la région du Haut Rio Negro.
- 11 Cette politique de développement et d'intégration a été rapidement critiquée par les mouvements écologiste et indigéniste, alors tous deux naissants. Dans le cas du Haut Rio Negro, ils n'ont eu de cesse de souligner le caractère manifeste et largement majoritaire de la présence amérindienne que Geraldo Andreello e Marta Azevedo (2002) présentent comme suit: « Le haut Rio Negro est une région habitée presque exclusivement par des groupes amérindiens. Autour de São Gabriel da Cachoeira, qui concentre la population non amérindienne de la région, il constitue une unité sociale et culturelle homogène et distincte [...]. Déjà dans le Handbook of South American Indians (Steward 1948), cette région était intégrée à un secteur culturel spécifique, appelé Uaupes-Caquetá, englobant des portions de la Colombie et Venezuela. Les limites de ce secteur sont les suivantes : au nord, le Guaviare, à l'est les rios Negro et Guainia, au sud le Caquetá-Japura, et à l'ouest les Andes. L'établissement de ces limites se fonde sur des caractéristiques socioculturelles partagées par les groupes amérindiens qui y résident : culture du manioc amer et pêche, villages composés d'une seule maison collective occupée par un groupe local de parents, cérémoniaux complexes d'initiation masculine, organisation sociale basée sur des clans patrilineaires exogamiques, entre autres. Dans la partie brésilienne de ce secteur habitent 21 groupes ethniques différents, représentatifs des familles linguistiques Tukano Oriental (Kubeo, Éclaire, Tukano, Miriti-Tapuya, Arapaso, Tuyuka, Makuna, Bará, Siriano, Karapanã, Wanano et Pira-tapuya), Arawak (Tariano, Baniwa, Kuripako, Warekena et Baré) et Maku (Hupda, Yuhup, Nadeb et Dow). Les groupes Tukano et Arawak, sédentaires et agriculteurs, forment des communautés établies sur les rives de ces fleuves, alors que les groupes Maku, principalement collecteurs semi-nomades, occupent les interfluves du bassin du Uaupés ».
- 12 S'appuyant sur la législation mise en place par le propre gouvernement militaire, les militants indigénistes revendiquèrent la délimitation des terres indigènes prévues dans le statut de l'Indien de 1973. Dans le cas du Haut Rio Negro, bien que la population soit indéniablement amérindienne d'origine, le gouvernement était contre la reconnaissance de ce type de territoires car, la région se situant dans la « bande de frontière » il les jugeait contraires aux impératifs de la sécurité nationale. Ses arguments incluaient également la « sous-utilisation » des terres par des Indiens, et leur « état d'acculturation avancée » qui feraient d'eux des populations de *caboclos* et non plus des Indiens. Les projets avancés par les militaires proposaient donc la création de « colonies indigènes » discontinues, correspondant aux zones effectivement occupées en permanence. Le reste (environ 70 %) de l'espace serait ouvert à la colonisation ou à l'utilisation des ressources naturelles bien que classé sous la nomenclature faussement protectrice de « Forêt Nationales » (Albert, 1990, Albert et Le Tourneau, 2004).
- 13 Parallèlement à ces propositions, se constituait un mouvement amérindien dont de nombreux leaders viennent du haut Rio Negro. Celui-ci mit en cause les pratiques des Salésiens devant le tribunal Russel en 1981, puis s'organisa efficacement, lors de la discussion de la Constitution de 1988, pour qu'y soient incluses de nombreuses garanties pour les peuples amérindiens, notamment en ce qui concerne la délimitation de leurs terres traditionnelles. Efficacement relayés par

des ONGs comme l'ISA (Institut Socio-Environnemental) et des anthropologues comme Dominique Buchillet, de l'IRD, les peuples amérindiens du Rio Negro, regroupés en une fédération, obtinrent la délimitation de vastes terres, qui couvrent aujourd'hui l'essentiel de la région. Au sein de cet ensemble, les peuples du Haut Rio Negro ont innové en choisissant l'homologation en un seul bloc de terres contiguës appartenant à plusieurs peuples différents **6**. Aujourd'hui la plus grande partie de l'espace du Haut Rio Negro est donc occupée par des Terres Indigènes, sur lesquelles sont parfois encore superposées des zones de conservation de la nature qui n'ont pas été révoquées **7** et dont les rapports juridiques avec la législation indigéniste sont débattus, ce qui rend l'aménagement du territoire de cette région peu lisible.

14 Ce mouvement consistant à accorder des statuts protecteurs aux régions du Haut Rio Negro se constate de la même manière en Colombie et au Venezuela, où de vastes réserves ont également été créées. À tel point que l'on peut se demander si les trois États n'ont pas adopté la même stratégie, c'est-à-dire de classer en zone protégée des hinterlands abandonnés et somme toute peu utiles, car inaccessibles, afin de regagner du crédit écologique sur la scène internationale.

15 Terres indigènes

16 Population

17 Superficie (km²)

18 *Majoritairement situées dans la commune*

19

20

21 Alto Rio Negro

22 14 599

23 79 993

24 Médio Rio Negro I

25 1 401

26 17 761

27 Médio Rio Negro II

28 979

29 3 162

30 Balaio

31 292

32 2 258

33 Total

34 17 271

35 108 361

36 *Majoritairement hors de la commune ou voisines*

37

38

39 Rio Apapóris

40 124

41 1 069

42 Rio Téa

43 356

44 4 118

45 Yanomami

46 15 200

47 96 649

Fonte : ISA 2004

Tableau 1 : Les terres indigènes à São Gabriel da Cachoeira

Réseaux et points nodaux

48 Au total, si l'on juge l'espace du Haut Rio Negro en termes de taille et de population, on ne peut manquer d'être frappé par son immensité et ses très basses densités. La commune de São Gabriel da Cachoeira couvre 109 668 km², pour une population de 29 947 habitants au recensement de 2000, soit 0,27 habitant par kilomètre carré. En fait cette moyenne n'a pas de sens, ses habitants se concentrent en fait au long des cours d'eau, alors que les interfluves sont presque déserts : un recensement détaillé fait par l'ISA en 2000 a compté 732 lieux habités, 340 communautés et 392 *sítios*. La répartition de la population est donc très inégale entre l'intérieur et les rives des cours d'eau, elles-mêmes inégalement occupées puisque ce même recensement arrivait à la distribution suivante entre les sous-bassins hydrographiques :

49 Sous-bassin

50 Population

51 Médio Rio Negro

52 14 839

53 Uaupés

54 9 290

55 Içana

56 4 220

57 Alto Rio Negro et Xié

58 3 276

Source (ISA, 2000)

Tableau 2 : Population des sous-bassins fluviaux

59 La région du haut Rio Negro dépasse par ailleurs largement les frontières de la commune brésilienne de São Gabriel da Cachoeira, s'étendant sur les

São Gabriel, point nodal du système

- 62 São Gabriel est non seulement un point de passage obligé sur le haut Rio Negro mais aussi un point obligatoire de rupture de charge. Les rapides et les chutes qui figurent dans le nom de la ville **8** sont à l'origine de son existence même puisque la navigation, franche depuis Manaus, y est interrompue, et tout l'amont du fleuve dépend pour son approvisionnement des marchandises expédiées de São Gabriel. C'est donc là que toute l'occupation post-colombienne a commencé.



Photo 1 : Cachoeira

La genèse du système centré sur São Gabriel da Cachoeira

- 63 Le site originel de la ville, au bord même des rapides, est un fort portugais construit en 1763 afin d'abriter un petit détachement militaire installé pour garantir la souveraineté portugaise sur cette région, stratégique par le grand nombre d'indiens qu'elle recelait encore, et par sa proximité de la frontière avec les possessions espagnoles. Ce fort, aujourd'hui disparu, n'a toutefois guère fixé de population, contrairement aux missions religieuses qui lui ont succédé sur le même site.
- 64 À partir de 1695, et du partage de l'Amazonie entre les ordres religieux, le Rio Negro avait été attribué aux Carmélites. Ils installèrent effectivement des missions aux environs de l'actuel site de São Gabriel da Cachoeira, mais leur présence est demeurée discrète. Après qu'en 1908 l'évêque de Manaus, Dom Frederico Costa, se fut ému du sort des Indiens du haut Rio Negro, terrorisés et pratiquement réduits en esclavage par les commerçants, le Pape Pie X créa en 1914 la Prefeitura Apostólica du Rio Negro, à São Gabriel da Cachoeira, dont la responsabilité fut attribuée à l'ordre des Salésiens.



Photo 2 : Église salésienne SGC

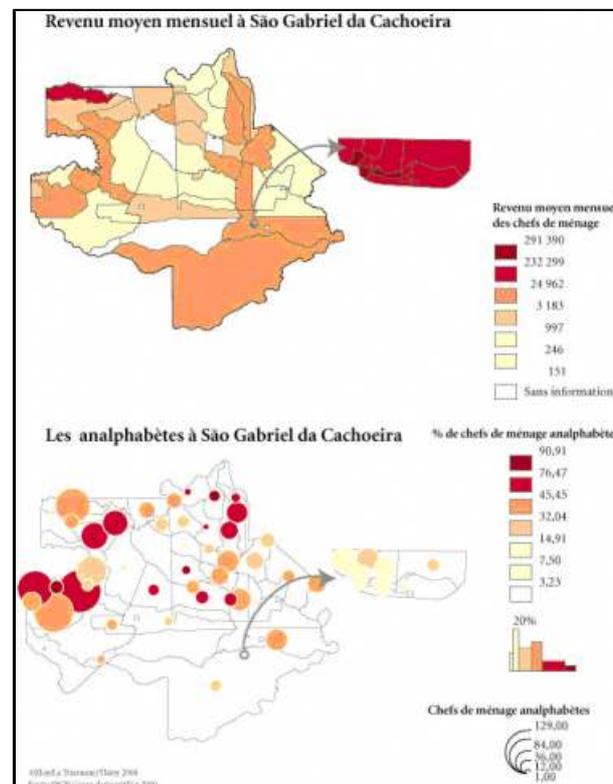
- 65 Cette décision est à l'origine de la croissance de la ville, jusque là très faible, malgré sa situation privilégiée. L'*Enciclopédia dos municípios brasileiros* (IBGE, 1956-59) souligne ainsi les effets géopolitiques de cette implantation : « Il convient ici de souligner l'œuvre gigantesque réalisée par les missions salésiennes dans la région, [...]. Aux intentions qui président aux œuvres des salésiens s'ajoutent des finalités d'ordre national et stratégique, étant donné l'état d'abandon où se trouve cet hinterland brésilien - naguère contesté - et sa proximité avec les Républiques du Venezuela et de Colombie, circonstance qui a induit le gouvernement fédéral à prendre des mesures idoines, avec l'installation d'une garnison dans la localité de Cucuí ».
- 66 Les Salésiens s'implantèrent progressivement, en raison des difficultés d'accès aux hautes vallées et des difficultés de financement dans une conjoncture européenne troublée (l'ordre salésien est d'origine italienne). Leurs missions ont été installées peu à peu aux points clés du réseau fluvial : São Gabriel da Cachoeira en 1914, Taracuá en 1923 (sur l'Uaupés, à l'embouchure du Tiquié), lauréat en 1929 (confluence Uaupés-Papuri), Pari-Cachoeira en 1940 (à la limite de navigation du Tiquié), Tapuruquara - Santa Isabel en 1942, Assunção do Içana en 1952. Cette installation tardive sur l'Içana est l'une des causes majeures de la moindre influence des Salésiens dans cette vallée, où se sont ensuite installés en force les missionnaires protestants nord-américains des « nouvelles tribus » **9**.
- 67 L'action « éducative » des salésiens, basée sur l'enseignement de la « vraie religion », sur une discipline de fer, sur la séparation rigoureuse des sexes et sur l'interdiction absolue de l'usage des langues amérindiennes (Smiljanic 2002) s'inscrit dans la continuité des périodes précédentes en ce qui concerne la déstructuration des modes de vie amérindiens. D'un côté en effet, les familles dont les enfants étaient scolarisés se sont installées à proximité des internats, donc le long des fleuves principaux, et non plus dans des sites très isolés sur des cours d'eau secondaires. De l'autre, sous l'influence des valeurs transmises à leurs enfants, elles se sont mises à privilégier l'habitat unifamilial au détriment des *malocas*, maisons communes traditionnelles dans la région, à l'exception des groupes Yanomami éloignés qui sont demeurés en marge. Aujourd'hui, seules trois de ces maisons sont encore conservées, et uniquement dans le cadre de projets de « renouveau culturel ».
- 68 La croissance des noyaux urbains promus par les internats salésiens coïncida donc avec le déclin final de la demande en caoutchouc de l'après guerre et la perte de pouvoir des commerçants itinérants, qui poussèrent également les familles à se replier vers l'agriculture de subsistance et bientôt vers la ville, qui allait offrir de nouvelles possibilités de travail rémunéré. La colonisation de

l'espace périphérique de São Gabriel s'est intensifié à partir des années 1970, dans le cadre des grands projets nationaux de développement de l'Amazonie, fondés sur la construction d'infrastructures et le renforcement de la présence militaire, elle aussi à l'origine de l'apparition de bourgs. En 1979 les Salésiens commencent à fermer leurs internats, en commençant par l'internat masculin de São Gabriel da Cachoeira, puis entre 1985 et 1987 sont fermés laureté, Taracuá, Pari-Cachoeira et Assunção do Içana, ainsi que l'internat féminin de São Gabriel da Cachoeira.

- 69 Au début des années 1980, la fermeture des internats salésiens et l'augmentation de l'offre d'emplois rémunérés provoquèrent de nouveaux afflux en ville. De nombreuses familles Baré, occupants historiques de la région de São Gabriel, ou Tukano Orientaux, originaires du Uaupés, commencèrent à y construire une maison pour permettre à leurs enfants d'étudier. Ces familles constituèrent alors les quartiers de la Plage et du Centre. Vivant une partie de l'année dans leur domicile urbain, elles commencèrent à mettre en place des abattis dans les zones les plus proches du centre (Dabarú, terres du Diocèse).

Statut et fonctions urbaines de São Gabriel

- 70 Le constat de la prédominance de São Gabriel dans son *município* est facile à établir : sa population urbaine représente 42% **10** de la population totale de la commune, et des cartes établies à l'échelle des secteurs censitaires sur les données du recensement démographique de 2000 ne laissent pas place au doute. C'est bien dans la ville que se concentrent les plus hauts – ou les moins bas – revenus, là que les taux d'analphabétisme sont les plus bas, beaucoup plus que sur les hauts affluents de la *cabeça do cachorro*.



Carte 4 : Analphabètes et revenus

- 71 Cette – relative – prospérité découle de plusieurs fonctions, des plus banales aux plus originales :

Un centre commercial pour les populations d'amont

- 72 En 1957, selon l'IBGE, la plus grande partie de l'activité économique tournait autour de la commercialisation de la production de cueillette (les fibres de piaçava et le caoutchouc en représentant environ 80 %). L'agriculture était « exclusivement pour la consommation de ses habitants », l'élevage « également insignifiant », et seuls sept commerces fonctionnaient. La situation dépeinte en 2001, également selon l'IBGE **11**, est légèrement différente puisqu'une agriculture commerciale pouvait être décrite, dont les cultures principales étaient pour les cultures temporaires le manioc (12 162 tonnes, 58 % de la valeur totale produite par les cultures temporaires de la commune), la canne à sucre (560 tonnes, 27 % de la valeur totale produite par les cultures temporaires de la commune) et l'ananas (298 tonnes et 14 % de la valeur totale produite par les cultures temporaires de la commune) et pour les cultures permanentes la banane (99 % de la valeur totale produite par les cultures permanentes de la commune). Dans la mesure où ces estimations de la production commerciale ne prennent pas en compte l'agriculture de subsistance, on peut en déduire qu'un développement certain de l'agriculture et du commerce des produits agricoles a eu lieu, bien que les quantités produites ne dépassent pas celles d'une petite bourgade. Ces cultures et quelques produits de cueillette, bruts ou valorisés par l'artisanat, paient les quelques produits manufacturés consommés par les agriculteurs qui viennent les vendre en ville, mais les surplus sont faibles et au total fort peu de chose sort de São Gabriel vers le reste du pays.

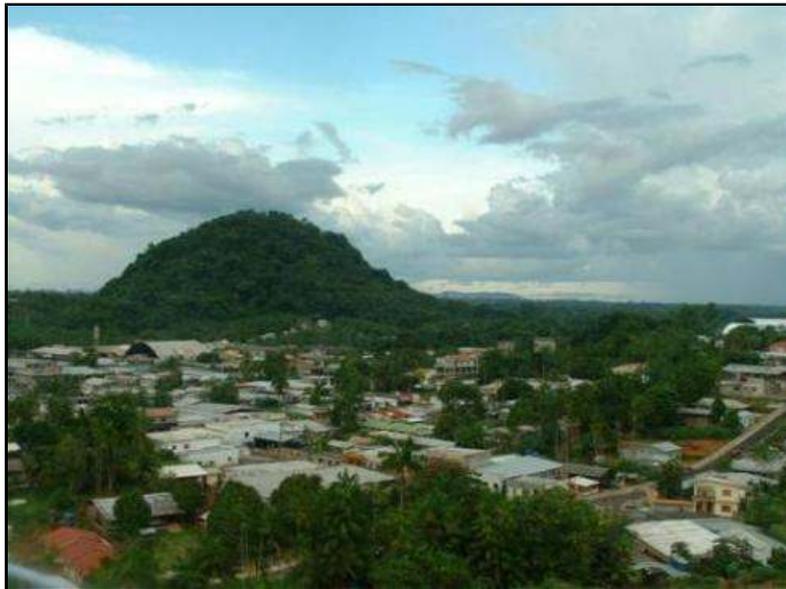


Photo 3 : Centre-ville



Photo 4 : Commerce

- 73 En fait, plus que par la production de son territoire, la ville de São Gabriel tient un rôle économique classique au Brésil, celui qui est appelé « tête de navigation » en Amazonie ou « boca do sertão » dans d'autres régions. Les produits manufacturés du Sud arrivent par bateau de Manaus (et sont débarqués au port situé en aval des rapides) et sont ensuite vendus par les commerçants locaux aux habitants de la ville, fonctionnaires qui reçoivent leur salaire de Manaus ou de Brasília, et populations venues au travers du port situé en amont de la « cascade ». Le gros de l'activité urbaine est donc composé de services pour les habitants de la ville et de la région ; on vient de loin y acheter des marchandises, faire réparer un moteur, se faire soigner, et plus globalement accéder aux ressources matérielles et immatérielles que l'on attend d'une ville.
- 74 Les données du *Cadastro de Empresas* (Cadastre des entreprises, IBGE), très partielles puisqu'elles ne prennent en compte que le secteur formel (alors que le secteur informel est très probablement majoritaire dans cette ville comme dans la plupart des villes brésiliennes) permettent de donner une idée de cette activité économique :
- 75 Branche
- 76 Nombre
- 77 Personnel
- 78 employé
- 79 Personnel
- 80 salarié
- 81 Salaires
- 82 payés (1 000 R\$)
- 83 Commerce et réparation de véhicules automoteurs,
- 84 objets personnels et domestiques
- 85 169
- 86 188
- 87 35
- 88 88
- 89 Autres services collectifs, sociaux et personnels
- 90 21
- 91 45
- 92 25
- 93 3 391
- 94 Transports, stockage et communications
- 95 12
- 96 392
- 97 385

98	4 913
99	Hôtellerie et restauration
100	11
101	10
102	
103	
104	Industries de transformation
105	9
106	6
107	
108	
109	Bâtiment et travaux publics
110	7
111	6
112	
113	
114	Immobilier et services aux sociétés
115	7
116	12
117	4
118	10
119	Administration publique, défense et sécurité sociale
120	4
121	243
122	243
123	1 345
124	Banques
125	2
126	Nd
127	Nd
128	Nd
129	Industries minières
130	1

131 Nd

132 Nd

133 Nd

134 Éducation

135 1

136 Nd

137 Nd

138 Nd

139 Santé et services sociaux

140 1

141 Nd

142 Nd

143 Nd

Source: IBGE, Pesquisa de Informações Básicas Municipais – 2001

Tableau 3 : Les entreprises à São Gabriel da Cachoeira (Nd= Non disponible (secret statistique))

144 La base économique de São Gabriel est donc étroite. Sa principale fonction est donc administrative et politique, celle d'un poste de surveillance pour toute la région.

L'ultime relais pour l'administration du territoire

145 La représentation de l'autorité administrative a longtemps été tenue par l'Église, à qui l'État avait, de fait, délégué ses fonctions dans cette région tellement lointaine qu'il répugnait à y installer une structure administrative autonome. Ainsi la fondation de la commune, démembrée de Barcelos, n'eut lieu qu'en 1891, elle fut annulée en 1931 puis définitivement rétablie en 1935. Le 31 mars 1938 la commune reçut le statut de ville (« *foro de cidade* ». Les changements n'étaient pourtant pas terminés : la commune prit le nom de Uaupés en 1943 ¹², et perdit en 1955 les districts de Içana et Iauareté, élevés au rang de commune d'Içana. Celle-ci fut supprimée en 1956 et réincorporée à São Gabriel da Cachoeira. Autre signe de l'indécision sur le sort administratif de la région, le statut judiciaire a lui aussi varié, les tentatives de créer un district judiciaire n'aboutissant qu'après de nombreuses tentatives : la *comarca* (subdivision élémentaire dotée d'un juge) créée en 1926, fut supprimée en 1930, rétablie en 1936, de nouveau supprimée en 1941, puis rétablie en 1952...

146 Ces difficultés se comprennent quand on sait ce qu'était São Gabriel da Cachoeira à la fin des années 1950. L'*Enciclopedia dos Municípios brasileiros* la décrit ainsi : « [...] dix rues, non pavées, 80 bâtiments. Un générateur électrique alimente six rues et 26 bâtiments. [...] C'est une des villes qui a le moins senti le souffle du progrès, elle doit de ne pas être encore en complète décadence aux efforts consentis, depuis des lustres, par les missionnaires qui y souffrent ». Les mêmes données montrent bien le rôle dévolu à la ville lorsqu'elles indiquent qu'elle « dispose d'une station postale-télégraphique, qui lui permet la communication quotidienne avec la capitale de l'État et d'autres localités, par l'intermédiaire de cette dernière ». Et qu'à l'époque, seuls 25 % des ressources de la commune proviennent des impôts locaux, le reste venant de l'aide du gouvernement fédéral

et de celui de l'État d'Amazonas. Ainsi, bien qu'elle implique des sacrifices financiers et des investissements à fonds perdus, la fonction d'administration du territoire était alors jugée suffisamment importante pour maintenir la ville de São Gabriel.

147 La situation actuelle est assez sensiblement différente, mais encore fragile. La ville ne comptait en 2000 que 1 815 bâtiments cadastrés, plus deux *favelas* rassemblant 50 logements et 38 autres dans des bâtiments subdivisés (*cortiços*) et deux lotissements irréguliers. Le personnel municipal compte 665 personnes, dont 5 de niveau supérieur, 9 de niveau moyen et 651 auxiliaires. De ce total 154 sont titulaires, 14 sous contrat et 497 sous d' « autres statuts ». Pourtant, malgré cette composition qui laisse peu de place au personnel qualifié, et toujours selon la même source (qui s'appuie sur les déclarations des services municipaux), la plupart des fonctions municipales étaient informatisées (santé, éducation, comptabilité, cadastre, personnel). Il est vrai que beaucoup de tâches ont été confiées à des entreprises extérieures : collectes des ordures, nettoyage des rues et des bâtiments municipaux, gardiennage, traitement des données et comptabilité, transports scolaires, entretien des routes, mais pas la fourniture et le traitement de l'eau.

148 Le budget municipal dépend toujours lourdement des transferts du niveau fédéral et de l'État d'Amazonas, qui représentent plus de 90% des recettes.

149 Poste budgétaire

150 Valeur

151 %

152 Recettes réalisées

153 10.632

154

155 fiscales

156 234

157 2,12

158 transferts

159 10.093

160 90,94

161 dont transfert intergouvernemental de l'Union

162 5.584

163 50,32

164 dont transfert intergouvernemental de l'État

165 4.509

166 40,63

167 Dépenses réalisées

168 9.120

169

170 fonctionnement

171 8.289

172 73,98

173 transferts

174 830

175 7,41

176 capital

177 2.085

178 18,61

Source: IBGE, Pesquisa de Informações Básicas Municipais – 2001

Tableau 4 : Les finances municipales de São Gabriel da Cachoeira en milliers de Reais.

Un poste de surveillance du territoire

- 179 En fait la Mairie n'administre que la ville elle-même et ses environs proches, le reste du territoire étant pour l'essentiel placé sous des statuts impliquant le contrôle par des administrations fédérales (Funai, Ibama **13**, Armée) et donc géré par les bureaux locaux de ces organismes. Ces derniers sont d'ailleurs responsables d'une bonne partie de la croissance démographique de la ville : dans les années 1970 la population de São Gabriel da Cachoeira a été multipliée par 7 et atteint un niveau qui ne fut retrouvé que dans les années 1990 (tableau n° 4) du fait de l'installation d'un poste de la Funai et d'unités militaires (1^e compagnie du 1^{er} bataillon de Génie et Construction - 1° BEC en 1973, puis Bataillon d'Infanterie de Jungle - 5° BIS en 1984). Ce mouvement continue aujourd'hui avec l'installation de l'Etat-major de la 2^e brigade de jungle à partir de 2004.
- 180 La tâche dévolue aux administrations fédérales est principalement de veiller à l'intégrité d'un territoire, toujours perçu comme trop lointain et trop vide pour être fermement rattaché au reste du Brésil. Ainsi les troupes du Génie étaient chargées de l'ouverture de la route BR307 (São Gabriel da Cachoeira-Cucuí, route existant encore aujourd'hui mais impraticable du fait de l'effondrement de plusieurs ponts en bois) et d'un tronçon de la BR210 Perimetral Norte qui devait longer les frontières du Nord afin de permettre leur surveillance. Un tronçon d'environ 30 km a été construit et même asphalté en amont du Rio Negro, mais il ne relie rien à rien, n'a jamais connu aucun trafic et est aujourd'hui totalement abandonné. L'Armée est aujourd'hui une des forces principales à São Gabriel da Cachoeira. Elle dispose, outre ses installations urbaines, d'une « Zone réservée aux Forces armées » (Décret 95.859 du 22/03/88), de 10 163 km², incluse dans la TI Médio Rio Negro, et des pelotons de frontière (comptant environ 70 hommes chacun) sont installés à Cucuí, Maturacá, São Joaquim, Querari, laurete, Pari-Cachoeira et Vila Bittencourt. Les officiers et sous-officiers proviennent de tout le pays, mais la propagande officielle souligne qu'une partie de la troupe est recrutée localement, via le service militaire, dans les populations amérindiennes – formant jusqu'à 85 % de certains pelotons. En dépit de ces arguments, on peut noter que les relations entre les forces armées et les populations locales sont souvent difficiles, voire relativement hostiles, renforçant au sein de l'Armée la perception que les groupes amérindiens, d'une certaine manière, leur sont opposés.
- 181 Parmi les autres administrations, la Funai et l'Ibama ont des rôles particulièrement

importants au vu des immenses territoires qui sont placés sous leur responsabilité. Hélas, la première ne dispose que d'un budget de fonctionnement très faible et de peu de personnel, au point que lorsque les personnels affectés dans les zones isolées reviennent en ville, les postes dans lesquels ils sont affectés sont tout simplement fermés et l'assistance aux populations suspendue. La Funai a cependant perdu une grande partie de l'influence qu'elle avait dans les Terres Indigènes depuis que, dans les années 1990, elle a successivement perdu la responsabilité de l'éducation des populations amérindiennes (transférée au Ministère de l'Éducation) et de la santé (transmise à la Fondation Nationale de Santé, qui depuis 1999 sous-traite à des ONGs l'action directe auprès des populations). Elle se trouve donc aujourd'hui cantonnée à un rôle de surveillance et de contrôle des entrées et sorties dans les Terres Indigènes, sans avoir les moyens de s'opposer physiquement aux intrusions puisque la plupart des contrevenants, liés aux activités d'orpaillage ou au trafic de drogue, sont armés et résolus, nécessitant des interventions de la Police Fédérale. L'Ibama, quant à lui, semble un peu absent dans le tableau actuel, dans la mesure où la plus grande partie du territoire qui serait en principe sous son contrôle est de fait sous la juridiction de la Funai, considérée unanimement comme l'emportant sur celle de l'Ibama. Privé de territoire, il végète en tentant mollement de contrôler l'entrée en ville de bois coupé et scié – illégalement – dans les Terres indigènes. Preuve de sa situation délicate, des fonctionnaires fraîchement recrutés et affectés à São Gabriel en 2003 ont été rapidement retirés faute de travail à leur donner...

- 182 D'autres institutions fédérales (Police Fédérale, Banque du Brésil, Poste, etc.) sont également présentes à São Gabriel, sans y jouer un rôle très différent de celui qu'elles auraient dans n'importe quelle ville brésilienne. Mais leur présence dans une ville aussi petites est gage de l'intérêt de l'Union pour la région, et les salaires versés à leurs fonctionnaires contribuent à alimenter le commerce local de biens et services rares, auxquels ces consommateurs venus d'ailleurs sont habitués.

Un système officiel dépassé par la réalité

- 183 La présence fédérale anime donc la ville mais elle ne suffit toutefois pas à contrôler complètement la région, une tâche à vrai dire pratiquement impossible, tant du fait de l'immensité du territoire qu'à cause des marginalités qui s'y développent.

Les activités illicites

- 184 La première est la pratique de l'orpaillage dans les Terres Indigènes, en principe strictement réservé aux populations amérindiennes. Il a été pratiqué à grande échelle dans les années 1980, profitant tout à la fois des cours, montés à un niveau historique (Mac Millan, 1995), de l'abondance des dépôts alluviaux aurifères et de la passivité des autorités, enclines à considérer qu'au final il valait mieux avoir dans la région des orpailleurs brésiliens que des Indiens présumés apatrides. La ruée débute en 1983 avec la découverte d'or dans la Serra Traíra, par les Indiens Tukano du Tiquié. S'ensuit une véritable fièvre de l'or - bien que moins intense que celle qui atteint le Roraima à la même époque - qui fait doubler la population de São Gabriel da Cachoeira. On estime à 2 500 le nombre des garimpeiros travaillant à cette période sur le Rio Cauaburi, auxquels s'ajoutent 350 balsas et dragues sur le moyen Rio Negro. Le mouvement décroît largement après 1990, lorsque le gouvernement décida de faire respecter les garanties offertes aux populations amérindiennes dans la Constitution de 1988. La plupart des barges installées sur les fleuves descendant du massif de la Neblina furent abandonnées ou saisies, et les orpailleurs se déplacèrent de l'autre côté de la montagne, en territoire vénézuélien. La chute des cours des années 1990 acheva de rendre sporadique cette activité, sans la faire disparaître tout à fait.

- 185 Bien qu'aujourd'hui contrôlé côté brésilien et sporadique de côté du Venezuela, l'orpaillage fait encore aujourd'hui partie du paysage local, tant parce qu'un certain nombre d'Indiens le pratiquent que parce qu'il est une activité saisonnière habituelle pour tous les habitants de la région qui ont besoin rapidement d'argent liquide. Il est aujourd'hui plus polarisé par le Venezuela, et c'est plutôt la ville de Puerto Ayacucho qui tire profit du commerce lié à son approvisionnement, alors que São Carlos do Rio Negro fait figure, aux dires des Brésiliens de « port du garimpo ».
- 186 Les informations sont plus éparpillées en ce qui concerne la question du trafic de drogue, évidemment actif dans la région car lié à la présence, en Colombie, du mouvement des FARC (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie). Autant que l'on sache, et du fait des difficultés de navigation, la voie fluviale du haut Rio Negro ne serait pas la route principale de la pâte base régionale, l'écoulement se faisant plutôt par dessus la région au moyen de petits avions. On sait néanmoins que les sites d'orpaillage ont le plus souvent des liens avec le trafic de stupéfiants, tant parce qu'ils sont des lieux de consommation que parce que leurs pistes clandestines permettent un transfert des cargaisons.
- 187 Dans les deux cas, les activités illicites utilisent les réseaux de parenté et les connexions transfrontalières pour se maintenir et pour dissimuler leurs activités.

Une gestion sociale déléguée

- 188 De la même manière qu'il ne semble pas avoir les moyens de contrôler efficacement les activités illégales, le gouvernement brésilien ne paraît pas en mesure de répondre aux problèmes sociaux de la population de la « tête du chien ». Là encore, cependant, le défi est important du fait des caractéristiques socio-géographiques de la population à desservir : il s'agit de groupes extrêmement dispersés dans l'espace et nécessitant une assistance sanitaire complète, car sans ressources. Comme la plus grande partie de la région est classée en Terre Indigène, la responsabilité de cette assistance revient au gouvernement fédéral, par le biais de la Funai jusqu'en 1990, puis par ceux du Ministère de l'Éducation et de la Fondation Nationale de Santé par la suite. Dans les deux cas, les résultats ont été catastrophiques jusqu'en 1999, tant du fait de l'impréparation des organismes à agir dans un cadre géographique si délicat que du fait d'une corruption importante, en particulier pour les fonctionnaires de l'assistance sanitaire.
- 189 Aussi, en 1999, les administrations fédérales faisaient triste figure, et étaient en butte à une insatisfaction croissante des populations qu'elles étaient chargées d'assister. En parallèle, émergeant d'une lutte victorieuse pour la démarcation des Terres Indigènes de la région, et fortes de ressources importantes issues de la coopération internationale, plusieurs ONGs ont montré leur disposition à prendre les choses en main. Rompant avec l'étatisme de rigueur dans les régions frontalières, le gouvernement décida alors de confier l'assistance sanitaire des populations à ces ONGs – ainsi que les financements associés, par le biais d'accord incluant des contrats d'objectif et un dispositif d'encadrement.
- 190 Les bons résultats de cette politique, outre une amélioration sensible de la situation sanitaire et par voie de conséquence de la démographie des populations amérindiennes, ont créé une situation de fait dans laquelle les ONGs et en particulier les plus grandes d'entre-elles (ISA et FOIRN **14**) sont devenues les gestionnaires de fait de la question sociale. Elles le font soit en administrant les ressources de l'État (cas de la santé assumé par la FOIRN), soit en proposant des modèles alternatifs grâce à des financements internationaux (cas des projets d'éducation ou de développement de la pisciculture de l'ISA **15**). On notera que l'importance des ressources transférées par le gouvernement fédéral aux ONGs, dans le cadre des contrats portant sur l'assistance sanitaire, fut pour beaucoup

dans l'ascension des ONGs. La seule FOIRN reçoit plus de 10 millions de Reais et emploie près de 300 personnes, ce qui la rend presque équivalente à l'administration municipale de São Gabriel, et bien supérieure à la représentation locale de la Funai, censée exercer une certaine tutelle sur ces territoires et leurs populations... Sur le plan sanitaire, la remise en cause de ce modèle tertiarisé par le gouvernement actuel – qui répond clairement à une vision idéologique du rôle de l'Etat dans la société – a pour le moment produit des effets plutôt négatifs sur la santé des populations, désorganisant le système en place sans que l'on ne voit clairement comment la situation va évoluer à court terme.

La nécessité de nouveaux avant-postes ?

- 191 On peut de ce fait se demander si l'implantation à São Gabriel da Cachoeira est suffisante et si des avant-postes ne vont pas devoir être implantés plus en amont, au cœur des terres indigènes, voire sur la frontière. Certains existent déjà, comme laouareté.
- 192 Geraldo Andrello et Marta Azevedo (2002) indiquent que lors de son passage par laouareté en 1927, l'ethnologue Curt Nimuendaju, membre d'une expédition officielle du Service de Protection aux Indiens (l'ancêtre de la Funai), observait déjà l'importance stratégique du lieu : en premier lieu, il s'agissait de la zone la plus peuplée de toute la région, en raison d'une grande concentration de villages des Indiens Tariana. Sur le territoire colombien, tout près, existait un poste douanier, au confluent des fleuves Papuri et Uaupés, raison pour laquelle Nimuendaju déplorait l'absence absolue d'une autorité brésilienne. Selon lui, cette situation facilitait principalement les abus commis par des commerçants colombiens contre la population amérindien.
- 193 En outre, les missionnaires salésiens, qui implantaient des missions dans la région du haut Rio Negro, avaient déjà perçu l'importance de l'endroit, et ils prévoyaient l'installation future de la mission d'laouareté, qui eut lieu en 1929. Au long des cinq décennies suivantes, la mission salésienne s'est consolidée, avec la construction d'un internat pour étudiants amérindiens et d'un hôpital. Les communautés amérindiennes les plus proches ont été incitées par les prêtres à se transférer plus près du nouveau centre de catéchèse et les enfants d'âge scolaire des communautés situées au long des fleuves Uaupés et Papuri venaient à l'internat. Second José C.M. Carvalho, du Musée National, qui a visité laouareté en 1949, la mission comptait déjà 270 élèves (Carvalho, 1952). Entre les années 1920 et 1950 a aussi fonctionné un Poste Indigène du Service de Protection des Indiens. Dans les années 1970, la Funai l'a réactivé, stimulant la formation d'une coopérative amérindienne, destinée à l'écoulement des produits amérindiens (artisanat et farine de manioc) et à fournir les communautés en marchandises. À la fin des années 1980, dans le cadre de militarisation promue dans le secteur par le Projet *Calha Norte*, a été installé à laouareté un Peloton de Frontières de l'Armée, subordonnée au 5^{ème} Bataillon de Jungle, basé à São Gabriel.
- 194 Depuis le début des années 70, laouareté est aussi le siège d'un district municipal (subdivision de la commune) et au moins depuis une décennie des politiciens locaux envisagent sa transformation en *município* de plein exercice, par séparation de São Gabriel da Cachoeira. Le village représente déjà un centre de référence pour un grand nombre des communautés localisées sur les rions Uaupés (d'Urubuquara à Querari), et Papuri (de l'embouchure jusqu'à Melo Franco) : ce sont environ 80 communautés amérindiennes des Indiens Tariana, Tukano, Desana, Pira-Tapuya, Arapasso, Wanano, Cubeo e Tuyuka qui forment le District d'laouareté.
- 195 laouareté (et d'autres bourgades plus petites, comme Pari-Cachoeira) peuvent-elles à terme menacer la prédominance régionale de São Gabriel da Cachoeira, en détachant d'elle des communautés éloignées ? C'est possible et même probable,

mais pour le moment elle est la capitale incontestée, qui a grandi rapidement par l'afflux de populations « descendues » de l'amont, qui y ont constitué, outre la périphérie de la ville, une zone périurbaine active.

La croissance « urbaine » de São Gabriel

- 196 La croissance démographique de la ville s'explique par diverses formes d'« exode rural », la « descente » des communautés de l'amont. Mais tant ses causes que les formes qu'elle prend sont multiples, la migration prenant fréquemment la forme d'allers et retours entre les zones d'origine, la ville et des zones périurbaines très spécifiques. La notion de « population urbaine » et de « population rurale » perd beaucoup de son sens dans un tel contexte, beaucoup de son sens **16**, il faut analyser les choses de plus près.

Une croissance urbaine manifeste

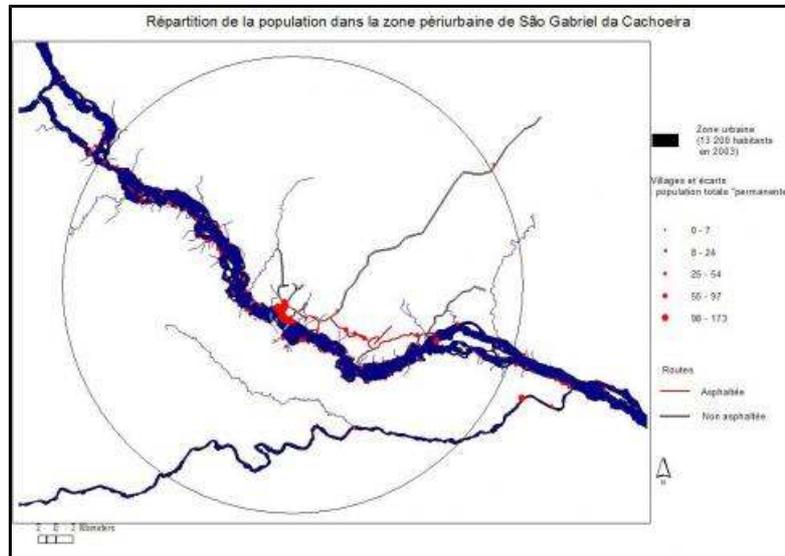
Année	Population	Source
1954-55	600	Galvão, 1979
1960	558	Santos, 1983
1970	785	Santos, 1983
1974-76	6 000	Santos, 1983
1980	3 103	Santos, 1983
1987	4 500	CEDI, 1987 (Brandhuber, 1999)
1991	6 789	IBGE 1991
1996	9 563	IBGE 1996
2000	12 373	IBGE 2000
2002	12 673	FOIRN/ISA 2003

Tableau 4 : Évolution de la population de la ville de São Gabriel da Cachoeira

- 197 Une étude en cours, réalisée auprès de chaque domicile de São Gabriel par l'ISA-FOIRN **17**, montre que la population totale de la ville s'élève à actuellement à 13 673 habitants permanents dont 68,5% des chefs de famille « locaux », c'est-à-dire nés à São Gabriel (19,6 %) ou dans la région du Nord-Ouest amazonien (48,8 %). On peut considérer ce pourcentage comme la représentation de la population amérindienne de São Gabriel da Cachoeira.
- 198 En moins de deux ans, la croissance du bâti urbain sur les terrains agricoles est rapide, notamment au nord de la ville, dans le quartier de l'Areial. Les exploitations agricoles sont sans cesse envahies par de nouvelles constructions, et les producteurs doivent alors se procurer des terrains plus éloignés ou se contenter d'une parcelle d'abattis très réduite, qui sera transformé en jardin-verger autour de leur habitation. Cette croissance est franchement appuyée, voire induite, par la politique municipale actuelle, qui ouvre et asphalté les routes et « offre » des maisons à la population, souvent par tirage au sort. C'est le cas d'un nouveau quartier de plus 200 maisons au-delà de l'Areial, construit avec les fonds du gouvernement d'Amazonas, en cours d'agrandissement.
- 199 En contrepartie, du fait de la concentration démographique et de l'appropriation de terres à proximité du centre par le Diocèse, des institutions fédérales, et des particuliers (commerçants, employés) les terres cultivables disponibles pour les nouveaux arrivés sont toujours plus lointaines. Ces familles doivent parfois marcher jusqu'à trois heures en forêt pour accéder à leur abattis, ce qui décourage plus d'un à s'investir dans la production agricole. Depuis la création du nouveau quartier, et plus généralement depuis la croissance de l'Areial ces dernières années, de nombreux agriculteurs se plaignent de vol d'équipements et de produits agricoles dans les abattis, phénomène absolument inexistant

auparavant, qui reflète une pauvreté urbaine préoccupante. Même ainsi, comme la majeure partie du transport des produits agricoles se fait à pied, leur capacité de production et commercialisation d'un éventuel surplus est limitée. Certaines de ces familles ont parfois l'option d'ouvrir des essarts en bord de fleuve, sur les terres d'un propriétaire citadin auquel elles versent régulièrement une contrepartie en nature (farine de manioc, fruits, etc.) ou en travail.

- 200 Aux abords de São Gabriel, en milieu forestier, il est très fréquent de rencontrer des résidences « secondaires » de familles amérindiennes habitant aussi une partie de l'année en ville. Cette configuration de l'habitat se présente parfois sur des distances de plus de centaines de kilomètres dans les terres indigènes.



Carte 5 : Répartition de la population de São Gabriel

Migrations, mobilités, multilocalité et pluriactivité : un continuum rural-urbain

- 201 Il ne fait pas de doute que la croissance urbaine de São Gabriel est principalement due à la construction de maison par et pour des familles amérindiennes originaires des terres indigènes **18**. De fait, l'espace urbain semble présenter pour elles de nombreux attraits.
- 202 En premier lieu, la présence à São Gabriel d'une population dotée d'un pouvoir d'achat plus élevé crée un secteur tertiaire actif et un marché différencié de produits agricoles, sources de revenus pour les habitants de la région. De plus c'est pratiquement le seul lieu possible pour effectuer des études secondaires dans le haut Rio Negro. Les habitants de villages se décident fréquemment à vivre en ville lorsque le premier fils a fini l'école primaire. Brandhuber (1999) a montré que la migration des familles Tukano relève de phénomènes plus complexes que la recherche de revenus ou de la scolarisation des enfants, elle est souvent causée par des conflits au sein du village d'origine. Au-delà de ces motifs, la migration des familles des villages amérindiens vers São Gabriel relève selon Lasmar (2002) d'une volonté d'appropriation des capacités associées aux Blancs. Par la scolarisation, l'accès aux produits manufacturés et les emplois rémunérés, la ville est un lieu d'accès et d'appropriation d'un mode de vie.



Photo 5 : agriculteurs périurbains

- 203 Au-delà de la croissance du centre urbain, l'occupation de l'espace périurbain semble se densifier depuis une trentaine d'années. Il est difficile de quantifier cette évolution du fait de la disparition et de l'apparition simultanées de certains villages et écarts le long du fleuve, et des disparités de méthode de comptage démographique effectué par les différentes institutions locales et nationales **19**. Cependant la présence d'un certain nombre de villages fondés récemment aux abords de la ville indique un franc mouvement de « descente » et de rapprochement de familles amérindiennes vers la ville. Il s'agit notamment de villages localisés sur les bords de route ou de fleuve plus ou moins proches du centre, peuplés d'amérindiens de langue Baniwa ou Kuripaco, originaires de l'Içana et ses affluents. Il est aussi très fréquent de voir des familles camper sur les rochers aux abords de la ville, pendant une période, pour résoudre un problème, chercher des emplois temporaires ou tenter leur chance en ville.
- 204 Cependant, l'étude des trajectoires de migration des familles laisse supposer que, malgré la croissance démographique de São Gabriel, nous ne sommes pas en présence d'un modèle d'exode rural simple, au sens de processus massif et définitif de transfert de résidence depuis les terres indigènes vers le centre urbain, car la plupart gardent un espace productif et/ou une maison dans le village d'origine ou habité auparavant. L'étude des trajectoires de migration et des stratégies de subsistance montre que ce mouvement vers la ville s'appuie sur des réseaux de parentés et sur une multilocalité à l'échelle régionale.
- 205 Il est par exemple très fréquent qu'une famille, Baré ou Tukano Oriental, originaire d'un village du Rio Negro depuis au moins une génération, acquière une résidence en ville, où une partie des membres vont loger durant une partie de l'année pour étudier ou rechercher un emploi non qualifié. Lorsque la majeure partie de la famille décide de résider « principalement » en ville, elle se procure alors un terrain proche du centre pour produire quotidiennement du manioc, alors que le site de production éloigné devient secondaire (il est alors entretenu et exploité durant les vacances scolaires). Une autre configuration, couramment observée auprès des familles Tukanos Oriental des rivières Curicuriai ou Tiquié, est le maintien d'une unité de production principale au sein du village d'origine très distant, complété par un site d'abattis en zone périurbaine proche : le chef de famille y réside durant de longues périodes, pendant que les enfants étudient au village périurbain le plus proche. Chaque unité de production dispose ainsi de

ressources différenciées, plus ou moins proches de la ville, ce qui assure la complémentarité au long de l'année des divers sites de production. Par exemple, lorsque les familles reviennent du *sítio* lointain vers la ville, elles ramènent un certain nombre d'aliments protéiques, comme du poisson et du gibier, dont elles se sont alimentés abondamment durant plusieurs semaines. Elles rapportent aussi de grandes quantités de farine de manioc et de fruits, surtout des bananes, produites presque exclusivement en abattis de forêt dense, un espace-ressource peu disponible aux abords de la ville. Une partie est vendue pour acquérir des produits manufacturés (notamment du poulet congelé venu du Sud du Brésil) alors que l'abattis « périurbain » (de moins de 0,2 ha par famille et par an, ouvert dans des recrûs forestiers jeunes), n'est exploité que pour produire de petites quantités de manioc (mangées en galettes) destinées à la subsistance familiale durant la période scolaire. Elle viendra compléter les rations de haricots et riz achetés au supermarché.

- 206 Enfin, un autre cas de figure est celui des habitants de villages très lointain (Içana surtout), dont la presque totalité est venue s'installer récemment le long des routes ou du fleuve, sur la terre d'un commerçant ou sur des lots cédés par la mairie, abandonnant leurs sites de production sur le lieu d'origine, pour habiter « définitivement » près de la ville. Restant cependant très mobiles, ils parcourent plusieurs fois par an la terre indigène pour visiter parents et collecter certains produits forestiers, se servant temporairement dans les abattis de leurs hôtes.
- 207 En repérant les liens de solidarité entre différents groupes domestiques, et en enquêtant auprès des parents des chefs de familles déjà enquêtés, nous avons pu identifier une combinaison plus globale des espaces productifs, définie par une multilocalité (des résidences et des espaces productifs) à l'échelle de la famille élargie, caractérisée par une solidarité en terme d'utilisation de la main d'œuvre familiale et d'échanges de services. En d'autres termes, plusieurs groupes domestiques liés par des liens de parentés disposent de différents espaces résidentiels et productifs situés dans des zones où l'accès aux ressources naturelles, aux biens de consommation et aux services sont différents. Chacun sollicite une certaine partie de la force de travail disponible de la famille élargie sur son site de production au cours des pointes de travail agricoles (défriche-abattage, plantation, désherbage des abattis).
- 208 Ces quelques cas de figures montrent que ce mouvement vers la ville relève en fait d'une réorganisation progressive des modes de subsistance en direction du centre urbain, caractérisés par une multilocalité de l'espace résidentiel et productif dont l'origine remonte à l'histoire régionale (cueillette, missions) et reflète la pluriactivité et la mobilité des familles (Eloy, 2002).

Une ville dans la forêt

- 209 Une des caractéristiques frappantes de São Gabriel est que dès que l'on sort du milieu urbain, la couverture forestière paraît très bien préservée, si bien que les zones d'habitations sont parfois difficiles à distinguer. En effet, hormis les abords des routes, qui présentent de grandes parcelles déboisées destinées à l'élevage bovin pratiqué par quelques commerçants citadins, le paysage essentiellement forestier indique un mode d'exploitation des ressources à faible impact, encore maintenu par la majorité de la population locale. Malgré la densification de l'habitat aux abords de la ville, la prédominance de la polyculture manuelle sur abattis-brûlis, en rotation avec des friches arborées (souvent enrichies en espèces fruitières et utiles), explique la prédominance d'une couverture végétale composée d'une mosaïque d'abattis et de recrûs forestiers à divers stades de régénération, ainsi que des espaces de forêt dense en retrait des berges du fleuve et du bord des routes. Cependant, d'après l'étude de l'image de satellite, les alentours proches du centre urbain présentent une bande plus large de recrûs forestiers, ce qui indique une réutilisation de parcelles après de courts temps de friche (3 à 8

ans) et des transformations importantes des systèmes de production « traditionnels ».

- 210 Aux abords du centre urbain, en zone périurbaine proche, on rencontre principalement :

Des sites de parcelles d'abattis-brûlis possédées et/ou cultivées par des résidents permanents en ville, qui restent parfois une nuit dans la *casa de forno* (four à farine de manioc) sur l'exploitation

Quelques villages établis sur des finages villageois très réduits

- 211 Dans la zone périurbaine plus éloignée, où l'on accède principalement par le fleuve (en pirogue à moteur, après avoir passé les premiers rapides) ou par la route, on trouve une autre configuration de l'espace résidentiel et productif :

- 212 Des unités de productions sur terrain individuel, avec résidence secondaire ou principale, sans appartenance à un finage villageois et à une communauté

- 213 Des finages villageois restreints, issus de l'agrégation de nombreuses familles vivant auparavant dans des écarts..

- 214 En s'éloignant encore de la ville, dans une zone « rurale » où il n'est pas possible d'effectuer des allers-retours quotidiens entre ville et village, nos enquêtes révèlent que la majorité des familles habitent de manière permanente sur l'exploitation, même si elles disposent souvent d'une maison en ville où une partie de la famille réside, durant l'année scolaire. Le temps passé sur le site de production permet de pratiquer des activités plus exigeantes en main d'œuvre, comme l'élevage porcin, l'élevage bovin, la pêche, la cueillette ou la chasse.

- 215 On trouve donc principalement dans cette zone :

Des territoires villageois élargis, non définis strictement, sans titre de propriété, constitués souvent par un espace communautaire ainsi que de nombreux sous-espaces (« sections ») appelés aussi *sítios*

De nombreux sites abandonnés depuis une vingtaine d'années et d'autres défrichés récemment par des familles originaires de villages lointains.

- 216 Enfin, hormis les espaces cultivés, un espace forestier dense couvre la majeure partie de la région de São Gabriel. Lorsque l'on s'éloigne de la ville, vers des zones non accessibles par la route, au-delà et au deçà des premiers rapides, on trouve des sites d'occupation spontanés sur terres de l'État (sans titre d'occupation) et des territoires villageois aux délimitations moins strictes que ceux situés aux abords de la ville, comparable au système foncier du reste de la terre indigène.

- 217 Notons que le fait que les terres situées sur la rive droite du Rio Negro soient officiellement depuis 1998 sous statut de Terre Indigène n'a pas pour l'instant créé une dissymétrie rive droite-rive gauche observable, mis à part le fait que presque tous les villages se trouvent sur la rive droite (mais des raisons historiques et écologiques peuvent expliquer cette configuration). Actuellement, les pratiques foncières réelles révèlent que même si les titres fonciers (propriété ou *posse*) n'ont plus de valeur sur les terres de la rive droite, il existe des propriétés « fonctionnelles » (concentration de droits d'appropriation, de gestion, d'exploitation, au niveau de l'unité de production) détenues par des familles Baré ou Tukano Orientaux. Ces familles, anciennes dans la région et/ou commerçants, justifient un droit d'usage exclusif et le faire-valoir indirect. Une famille ne disposant pas de terrain propre et désirant s'installer sur les terres d'un de ces « propriétaires » devra négocier avec lui. Ainsi, pour le migrant, c'est l'intégration dans le réseau social local, beaucoup plus que de règles préétablies qui permet

l'accès indirect à la terre en zone périurbaine, et ceci même dans les terres indigènes.

Transformation et résistance des systèmes de production sur abattis-brûlis

- 218 Hormis l'élevage bovin et la pisciculture à grande échelle, pratiqués par des commerçants sur des exploitations patronales situées au long des routes, la culture de manioc amer sur abattis-brûlis, manuelle, sans intrants, est la pratique agricole la plus répandue au sein des exploitations familiales, tant en zone rurale que périurbaine. Des changements y apparaissent toutefois.
- 219 En milieu urbain, la main d'œuvre familiale est moins disponible que dans les villages. Les hommes obtiennent parfois un emploi fixe et, très souvent, acceptent des travaux temporaires. Lorsqu'elles acceptent un travail, fixe ou non, les femmes sont moins disponibles pour effectuer le travail de désherbage et même de fabrication de la farine de manioc. Il leur faut alors acheter une partie de leur farine ou autres féculents tels que riz, pâtes, haricots noirs. Les enfants aussi, étudiant jusqu'à un âge plus avancé en ville, sont moins disponibles. Enfin, la difficulté à organiser des journées d'entraide limite aussi la capacité de production. La faible disponibilité de main d'œuvre familiale est peu compensée par l'acquisition d'outils qui augmenteraient la productivité du travail : le *caetetú* (râpe rotative équipée d'un moteur servant à râper le manioc) est encore peu répandu. La présence limitée sur l'exploitation empêche ainsi la pratique de systèmes d'élevage ou de maraîchage. De plus, les familles installées en ville ou en zone périurbaine proche n'ont qu'un accès très limité à certains espaces-ressources, comme la forêt dense et les ressources de pêche sur le fleuve. Beaucoup alors ne consacrent que peu de temps à l'activité agricole, ouvrant de petits abattis dans les recrûs forestiers, où domine le manioc, perdant alors la multifocalité de jadis entre chasse, pêche, cueillette et agriculture pour se consacrer davantage aux possibilités d'emplois rémunérés qu'offre la ville. Nos enquêtes ont révélé la perte de diversité interspécifique dans les abattis. Dans le cas du manioc, nous avons compté une moyenne de sept variétés, contre vingt à trente dans les terres indigènes ((Emperaire and Pinton, 2001). La perte des connaissances liées aux variétés évoque un affaiblissement de la dimension identitaire de la diversité. Nous pensons que ce phénomène est dû aux difficultés de se procurer de nouvelles variétés après la migration en ville, et à la spécialisation des systèmes de cultures pour la vente, ce qui tend à privilégier certaines variétés pour la production de farine de manioc, de galettes de féculé (*beiju curada*), de féculé, *tapioca* et de *maçoca* **20**, afin de répondre à demande citadine.



Photo 6 : abattis-brûlis



Photo 7 : vente de *beiju curada*

- 220 Il convient de noter la remarquable souplesse du système de culture du manioc sur abattis-brûlis et son adaptation à ce contexte multilocal périurbain : les abattis peuvent être ouverts durant la moitié de l'année, la taille de la parcelle à défricher et l'âge du recrû forestier peut être choisi en fonction de la main d'œuvre disponible sur le moment ; le manioc, une fois mûr, peut attendre plusieurs mois avant d'être arraché. Ainsi, même s'il ne dégage pas une valeur ajoutée aussi élevée que d'autres systèmes (fruticulture, maraîchage, élevage), ce système est très souvent préféré par les familles, car il offre une bonne adaptation aux irrégularités du climat, une sécurité alimentaire, et laisse la possibilité d'exercer une activité complémentaire en ville pendant une partie de l'année. Cependant, en raison des différentes contraintes du milieu périurbain, les systèmes sont modifiés : les périodes de recrû forestier sont plus courtes (jusqu'à moins de 3 ans), et la fréquence des désherbages, du nombre d'espèces et de variétés de manioc cultivées, ainsi que les rendements sont diminués. Dans un tel contexte de concentration démographique au sein d'écosystèmes fragiles, naturellement pauvres en poisson et gibier (par rapport à d'autres région d'Amazonie), un des défis pour le futur est de diminuer la dépendance du centre urbain en aliments importés de Manaus. Cela vaut surtout pour les aliments protéiques, qui pourraient être produits à partir d'espèces végétales plantées dans les abattis (rations pour pisciculture et aviculture familiale notamment).

Zone déprimée, ultime réserve ou modèle de développement alternatif ?

- 221 Le haut Rio Negro est aujourd'hui l'une des régions du Brésil où les indices de développement sont les plus bas : sa situation est très mauvaise, à en juger par les indices habituels, par exemple l'IDH (Indice de Développement Humain) **21**. Les listes et les cartes construites à partir de cet indice pour l'année 2000 montrent que les régions déprimées restent, aujourd'hui comme naguère, cette haute Amazonie, et le Nordeste. Elles sont séparées désormais par un coin qui

progresse vers le Nord, marque d'une progression des axes de modernisation économique et sociale, du moins ceux que prend en compte l'IDH.

- 222 On peut toutefois se demander si ces mauvais indices ne sont pas liés à ce que le type de fonctionnement de cette région ne « rentre » pas dans ce type d'indices : l'agriculture tournée principalement vers l'autosubsistance, les trocs de communauté à communauté, la faiblesse de la commercialisation et des revenus monétaires, tout cela pèse négativement sur les indicateurs financiers. Le type de construction, en matériaux légers et tirés de l'environnement, l'usage direct du fleuve pour l'approvisionnement en eau, l'évacuation des déchets et le transport, pratiques habituelles dans la région, classent mal la région sur les critères de confort et d'équipement des logements : pas de maisons en dur, pas d'eau courante ni d'égouts, pas de voiture automobile, tout cela connote le pire sous-développement. Il suffit de séjourner quelques jours sur place pour comprendre que des abris légers et aérés sont plus économiques, agréables et hygiéniques, sous ce climat chaud et humide, que des murs de brique et des toits de tôle, avec des hamacs plutôt que des lits (facilement envahis par les insectes), mais dans les critères nationaux ces usages mènent à de mauvais classements, pour cause d'habitat précaire et de surpeuplement des logements. On n'ira évidemment pas jusqu'à prétendre que ces critères sont sans objet, ni que le Haut Rio Negro est en fait une région développée, mais il faut au moins se demander s'ils sont adaptés à la réalité régionale.
- 223 On voit bien que ce nord-ouest amazonien fait déjà figure d'ultime « réserve » de l'Amazonie, c'est une des régions où la proportion des populations et des terres indigènes est la plus élevée, là que les déboisements sont les plus limités, là que les systèmes traditionnels d'utilisation de la terre (dont l'abattis-brûlis) restent dominants, et montrent leur adaptabilité, même en situation périurbaine. Ne serait-ce pas l'occasion de laisser libre cours à un autre modèle de développement, qui donne la priorité à la préservation de l'environnement et à celle de modes de vies différents de ceux qui prédominent dans le reste du pays ?
- 224 Depuis la démarcation de ce territoire continu et étendu, les associations et leaders amérindiens manifestent depuis plusieurs années la volonté de construire un ethnodéveloppement basé sur la valorisation de la diversité socio-environnementale de la région, utilisant aussi les technologies et les médias actuels. Il s'agit notamment du Programme Régional de Développement Amérindien Durable du Rio Negro, proposé au gouvernement de l'État d'Amazonas en 2003, visant à freiner l'exode rural grâce à, entre autres, l'appui aux activités productives amérindiennes et à l'extension des expériences d'éducation différenciée.
- 225 Des doutes subsistent certes, ici comme ailleurs, sur l'avenir des terres indigènes, qui ne se confondent pas avec les zones de protection de l'environnement, car rien ne dit que ces terres rempliront toujours cette double fonction. Mais dans l'ensemble, et dans un avenir prévisible, ne peut-on espérer que cette région puisse être, au-delà d'une fonction de musée, de conservatoire de la biodiversité et de l'ethnodiversité, une sorte de terrain d'expérimentation, où les habitants maintiennent (et transforment) les modes de vie qui leur conviennent, sous la surveillance et la protection des autorités nationales, avec l'appui d'ONGs spécialisées? Loin des fronts pionniers qui ont déjà transformé sans retour les marges méridionales et orientales de l'Amazonie, ce haut Rio Negro ne peut-il être, en même temps que l'ultime conservatoire des diversités amazoniennes, le laboratoire de formes alternatives de développement ?

BIBLIOGRAPHIE

ALBERT, B. et LE TOURNEAU, F.-M., 2004 : « Florestas Nacionais na Terra Indígena Yanomami um cavalo de Troia ambiental ? » in *Desafios*

socioambientais. Sobreposições entre terras indígenas e unidades de conservação no Brasil, São Paulo, Instituto Socioambiental (sous presse).

ALBERT, B., 1990 «Développement amazonien et Sécurité Nationale: les Indiens Yanomami face au projet 'Calha Norte'», *Ethnies*, n°11-12, 116-127.

AZEVEDO, M., ANDRELLO, G., 2002, *Distribuição espacial e meio ambiente entre grupos indígenas do rio Uaupés, Amazonas, um estudo preliminar do distrito de Iauaretê*. (inédit). Texte présenté au séminaire NEPO, São Paulo.

BRANDHUBER, G., 1999, « Why Tukanoans migrates? Some remarks on conflict on the Upper Rio Negro (Brazil) », *Journal de la Société des Américanistes*, v. 85, 261-280.

BUCHILLET, D., 1995, « Perles de Verre, Parures de Blancs et Pots de paludisme. Epidémiologie et représentations des maladies infectieuses des Desana (région du haut rio Negro, Brésil) ». *Journal de La Société Des Américanistes.*, Paris: , v.81, 181-206.

CARVALHO, J. 1952, *Notas de viagem ao Rio Negro*, Publ. Avulsas Mus. Nac. - N. 9 (1952), 92 p.

Eloy, L. 2002, *Analyse-diagnostic du système agraire de la région de São Gabriel da Cachoeira, Alto Rio Negro, Amazonas, Brasil*. Paris, INA P-G/Paris X.50 p.

HUMBOLDT, A. Von, Humboldt, *Voyage aux régions équinoxiales du nouveau continent, fait en 1799, 1800, 1801, 1802, 1803 et 1804, par Al. de Humboldt et A. Bonpland*, Tome second, ed. originale 1819, ed. électronique Gallica 1995, 730 p.

IBGE, Enciclopédia dos Municípios brasileiros, 1956-1959.

INSTITUTO SOCIO-AMBIENTA(ISA), 2000, *Povos indígenas do alto e médio Rio Negro*, FOIRN-ISA MEC/SEF, 128 p.

LÉZY, E., 2000, *Guyanes, Guyane, une géographie sauvage de l'Orénoque à l'Amazone*, Paris, Ed. Belin, coll. Mappemonde, 200 p.

MAC MILLAN, G., 1995, *At the end of the rainbow ? Gold, land and people in the brazilian Amazon*, Columbia University Press, New York, 201 p.

PINTON, Florence, EMPERAIRE, Laure, 2001, « Le manioc en Amazonie brésilienne, diversité et marché », *Genetic Selection And Evolution*, Paris: , v.33, n.supl 1, 491-512.

SMILJANIC, M.I., 2002, « Os Enviados de Dom Bosco entre os Masiripiwëiteri. O impacto missionário sobre o sistema social e cultural dos Yanomami Ocidentais (Amazonas, Brasil) » in *Journal de la Société des Américanistes*, Paris, v. 88, 137-158.

STEWART, J., 1948, *Handbook Of South American Indians - Volume 3 The Tropical Forest Tribes*, GPO, Washington, DC, 986 pages. 126 plates, 134 text figures, and 8 maps.

THERY, H. et APARECIDA DE MELLO, N., 2003, *Atlas du Brésil*, CNRS, GDR Libergéo-La Documentation française, 302 p.

NOTES

1 Peu de sites archéologiques ont été étudiés, mais celui de Marabitana, fouillé en 1993/1994 par Eduardo Góes Neves, de l'USP, a montré une occupation datant de 3 200 ans.

2 Les populations locales utilisent principalement les produits dérivés du manioc amer *Manihot esculenta Crantz* : farines, galettes, bouillies, tapioca, boissons fermentées...

3 Même si en 1542 Frère Gaspar de Carvajal, qui accompagnait l'expédition de Francisco Orellana, la première à parcourir l'Amazone, parlait déjà d'un fleuve aux eaux « noires comme de l'encre ».

4 Expédition de reconnaissance.

5 Métis d'Indiens et de Blancs, biologiquement ou culturellement.

6 Ce bloc était par ailleurs relativement facile à délimiter puisque ses frontières externes se confondent avec celles qui séparent le Brésil de la Colombie et du Venezuela

7 Parc National du Pico da Neblina, Forêt Nationale d'Amazonas, Forêts nationales de la Cabeça do cachorro.

8 « cachoeira » signifie « chute d'eau » ou « cascade ».

9 Mouvement évangélique Novas Tribos do Brasil

10 D'après recensement de l'IBGE (2000), la population totale de la commune s'élève à 29 947 habitants, alors que la ville compte 12 673 habitants permanents (Levantamento Preliminar da Pesquisa de São Gabriel da Cachoeira – FOIRN/ISA, 2003).

11 Production agricole municipale 2001.

12 Il figure toujours sur l'aéroport, ce qui peut dérouter des voyageurs de passage. Mais il est vrai qu'il en vient peu.

13 Fondation nationale de l'Indien, Institut brésilien de l'environnement et des ressources renouvelables.

14 Fédération des organisations indigènes du Rio Negro.

15 Ses modes d'action dans la région, en collaboration étroite avec la FOIRN, sont les suivants : effectuer des recherches ; mener des projets visant à la gestion durable des ressources naturelles, à l'éducation différenciée et à la valorisation culturelle ; appuyer et renforcer institutionnellement de la FOIRN et ses associations affiliées ; aider à la mise au point des projets des associations. Voir le site <http://www.socioambiental.org/prg/rn.shtm>.

16 Pour l'IBGE la population urbaine est celle dont le domicile est situé à l'intérieur du « périmètre urbain » du chef-lieu, défini par le conseil municipal.

17 Levantamento Preliminar da Pesquisa de São Gabriel da Cachoeira – FOIRN/ISA, 2003.

18 Notons aussi l'installation dans les nouveaux quartiers de nombreux ex-orpailleurs originaires du Nordeste ou d'autres Etats d'Amazonie, mariés à des femmes de la région, reconvertis dans le petit commerce, la production agricole et des petits services, de taxi par exemple.

19 FOIRN, ISA, IBGE...

20 La *maçoca* s'obtient après fermentation dans l'eau de variétés blanches et cuisson lente de la pâte obtenue par râpage des tubercules.

21 Cet indice est calculé de façon à prendre en compte des éléments que le seul PNB par tête ne permettait pas de saisir, comme l'éducation ou la santé. En septembre 1998 le PNUD (Programme des Nations - Unies pour le développement) avait un travail similaire réalisé par la Fondation João Pinheiro, de Belo Horizonte, pour tous les municípios du Brésil, pour les années 1970, 1980 et 1991 (date des trois derniers recensements), et en 2002 le même travail a été refait par l'IPEA, pour l'année 2000.

POUR CITER CET ARTICLE

Ludivine ELOY, Hervé THÉRY et François-Michel Le TOURNEAU, « Une ville dans la forêt : São Gabriel da Cachoeira, capitale isolée du haut Rio Negro », *Cybergeo*, Espace, Société, Territoire, article 304, mis en ligne le 24 mars 2005, modifié le 03 mai 2007. URL : <http://www.cybergeo.eu/index3238.html>. Consulté le 04 juin 2007.

AUTEURS

Ludivine ELOY

Ingénieur agronome, doctorante Credal-Cnrs ludivine.eloy@free.fr

Hervé THÉRY

Cnrs, en détachement à l'IRD, CDS/UnB, Brasília hthery@aol.com

François-Michel Le TOURNEAU

Credal-Cnrs – CDS/UnB, Brasília fmlt@fmtl.org

Du même auteur :

Conflits d'usage de l'espace au Rondônia (Amazonie brésilienne)

Paru dans *Cybergeo*, Politique, Culture, Représentations

Etude par télédétection de la vallée de Samarcande

Paru dans *Cybergeo*, Actes des Journées de Télédétection en Sciences humaines